UNE VILLE À L'AGONIE

N° 940 DU 19 AU 25 FÉVRIER 2021

www.telquel.ma

TELQUEL

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : RÉDA DALIL

CONTESTATION

IL ÉTAIT UNE FOIS LE 20 FÉVRIER

S'inscrivant dans le Printemps arabe et s'en inspirant, le Mouvement du 20 février a obtenu des concessions politiques et constitutionnelles de la part de la monarchie. Mais, victime de conflits internes et d'une guerre d'usure menée par le pouvoir, cette parenthèse de liberté s'est vite refermée.

PAR SOUNDOUSS CHRAÏBI @soundoussch
ET HOUSSAM HATIM @HoussamHatim

CONTESTATION

IL ÉTAIT UNE FOIS LE 20 FÉVRIER

S'inscrivant dans le Printemps arabe et s'en s'inspirant, le Mouvement du 20-Février a obtenu des concessions politiques et constitutionnelles de la part de la monarchie. Mais, victime de conflits internes et d'une guerre d'usure menée par le pouvoir, cette parenthèse de liberté s'est vite refermée.

"Si je devais raconter un moment en particulier à mes futurs petits-enfants, ce serait ma nuit blanche au siège du PSU. Une nuit d'espoir où nous avons chanté et parlé jusqu'au petit matin. Nous ne savions pas ce qui nous attendait en nous rendant au sit-in prévu place des Pigeons à Casablanca." C'est par ces mots que Hamid, 32 ans, raconte le Mouvement du 20-Février. "*Une vieille dame m'a demandé où nous allions. Je lui ai répondu "défendre nos droits et les vôtres". Elle a poussé des youyous de joie. J'en ai eu la chair de poule*", se souvient-il. Le Maroc se donne rendez-vous avec l'Histoire, avec en toile de fond un contexte de manifestations populaires qui agitent le monde arabe. C'est que quelques semaines plus tôt, des jeunes lancent un premier appel à manifester, le 27 février. "*J'ai vu les jeunes en Tunisie, en Égypte, et je me suis dit que le Maroc n'est pas une exception et que chez nous aussi il y a beaucoup de choses à changer*", déclarait Oussama Lakhlifi, un des jeunes membres et leaders du Mouvement du 20-Février.

La sauce prend

Alors que le mouvement prend forme et cumule de plus en plus de soutien et de popularité sur les réseaux sociaux, les politiques, inquiets, ripostent. Premier motif invoqué : une manipulation de la marche par le Polisario. L'argumentaire est facile : le 27 février coïncide avec la date anniversaire de la RASD. Si les organisateurs décident par conséquent de l'avancer au 20 février, les attaques des politiques ne cessent pas pour autant. À quelques jours de la marche du 20 février, Moncef Belkhayat, à l'époque ministre de la Jeunesse et des sports, qualifie les initiateurs du mouvement "*d'ennemis* »

© TelQuel

» *de la nation*". Quelques jours plus tard, il ajoute que la marche est "*manipulée par le Polisario*". Pris de court, les partis politiques, même de gauche, n'appellent pas leurs partisans à la marche. D'autres, comme le PJD, l'interdisent formellement à leur jeunesse. De son côté, le gouvernement s'annonce favorable à toute manifestation sociale pacifique par le biais du ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Khalid Naciri, qui déclare que "*les revendications des jeunes sont inscrites en priorité sur l'agenda gouvernemental*". Sa façon à lui de dissuader les gens à investir la rue. Le 16 février, un communiqué officiel émanant d'Al Adl Wal Ihsane, organisation capable de mobiliser beaucoup de ses troupes, annonce sa participation à la marche.

Le jour J s'approche à grands pas, et la pression est palpable. Le Maroc retient son souffle. Quelques heures seulement avant la marche, le 19 février au soir, l'ambiance s'assombrit. Une annonce en direct sur le JT de 2M sème la panique parmi les manifestants : trois membres du groupe Liberté et démocratie maintenant annoncent que la marche est annulée. "*Les médias ont tartiné sur l'annulation de l'appel à manifester, parce que l'un des jeunes avait quitté le mouvement*", témoignait auprès de *TelQuel* l'une des figures du Mouvement 20-Février, Hakim Sikouk. "*Beaucoup de personnes ont été déstabilisées, et nous nous attendions vraiment au pire*", poursuit-il.

Porte-voix du peuple

"*Achaâb yourid isqat al fassad*" (le peuple veut la fin de la corruption, ndlr) scandaient les manifestants à Fès. "*La sa7a ! La ta3lim ! Koulhoum cheffara*" (Pas de santé ! Pas d'éducation ! Tous des voleurs ! ndlr) entendait-on partout sur la célèbre place Jamaâ El Fna dans la ville ocre. Parmi les principales revendications d'un mouvement entièrement décentralisé : une monarchie parlementaire, un départ du gouvernement El Fassi, une nouvelle Constitution, une dissolution du parlement. Le peuple et la démocratie sont les mots d'ordre des manifestants. Abbas El Fassi, lui, est dans le collimateur. C'est à la fois le Premier ministre et le chef de clan d'une famille proche du pouvoir qui est visé. Parmi les autres noms dans la ligne de mire : Fouad Ali El Himma, Ilyas El Omari, Mounir El Majidi… La personne du roi, elle, est encore épargnée. On en veut à l'entourage du monarque, pas à lui. "*C'est la variété des slogans et la diversité sociale qui m'ont convaincu qu'il se passait un truc spécial ce jour-là*", témoignait Sabra. "*Pour la première fois, le désir de changement était porté par d'autres personnes que les habitués de l'AMDH*", poursuit sa sœur Khawla, elle aussi militante.

La manifestation n'est pas réprimée : des policiers en civil, vigilants, sont tout de même infiltrés parmi les manifestants, observent et suivent la marche. "*Nous avons reçu une consigne de ne pas se frotter aux manifestants*", confiait une source sécuritaire à *TelQuel* après la marche du 20 février 2011. On relève également la présence d'El Mostafa Ramid, à l'époque membre du secrétariat général du PJD, qui en avait démissionné quelques jours auparavant lorsque Abdelilah Benkirane, alors secrétaire général du parti de la lampe, interdit à ses partisans de participer à la marche. Selon Mounia Bennani Chraïbi et Mohamed Jeghally, qui ont

UNE ANNÉE 2011 RICHE EN ÉVÈNEMENTS

27 janvier
Le groupe Facebook "Justice et Liberté Maintenant" appelle à une marche le 27 février. La date coïncidant avec l'anniversaire de la RASD, elle est donc avancée au 20 février.

16 février
Al Adl Wal Ihsane annonce son soutien et sa participation à la marche du 20 février.

"C'est la variété des slogans et la diversité sociale qui m'ont convaincue qu'il se passait un truc spécial ce jour-là", se souvient une militante.

mené une profonde enquête de terrain sur le mouvement, "*la principale ligne de partage oppose, d'une part, la "culture politique traditionnelle" fondée sur l'hégémonisme, la valorisation du leadership, de la hiérarchie et de la centralisation et, d'autre part, une culture inspirée par l'éducation populaire et les forums sociaux, privilégiant l'horizontalité, l'absence de leaders et de porte-parole, la décentralisation…*"

Sont également au rendez-vous des membres de la société civile, fervents défenseurs des droits de l'homme, et des organisations syndicales qui se sont empressées d'annoncer leur soutien au M20, dès les premières semaines de sa naissance. Parmi celles-ci, l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), qui a fourni un soutien logistique et financier aux organisateurs du mouvement. "*Cela a permis de donner plus de force au mouvement*", déclarait Khadija Ryadi à *TelQuel*, présidente de l'AMDH à l'époque. "*Pour autant, il n'y avait pas d'organisation syndicale ou politique derrière le mouvement. Nous leur avons prêté les locaux de l'AMDH, aidé à organiser débats et conférences, mais le mouvement n'a jamais été guidé par les organisations comme la nôtre*", se défend-elle. Une demi-vérité. Sur le terrain, les militants d'extrême gauche se mettent en tête du cortège des jeunes.

Au fil de la journée, commence à se profiler une guerre des chiffres : selon l'Intérieur, 37 000 personnes auraient participé à la manifestation du 20 février dans 53 provinces du royaume. Selon les organisateurs, ce nombre s'élève à 238 000. La MAP minimise considérablement la protestation en parlant de 1000 et 2000 manifestants réunis respectivement à Casablanca et Rabat. Selon les organisateurs, ils étaient 8000 et 18 000 dans chacune de ses deux villes. Un an plus tard, avec le recul, un article signé par les universitaires Mounia Bennani Chraïbi et Mohamed Jeghally intitulé "*La dynamique du mouvement protestataire du 20 février à Casablanca*", évoque un "*seuil (de participation) inédit dans l'histoire protestataire du Maroc indépendant*". À l'issue de cette journée, plus de 150 personnes ont été déférées devant la justice. Parmi celles-ci, 58 à Al Hoceïma où cinq morts ont également été déplorés, 40 à Larache, 29 à Marrakech, 13 à Tétouan et 9 à Tanger.

Les liaisons dangereuses

La participation d'Al Adl Wal Ihsane détonne. Sa présence scellera un mariage ponctuel contre nature entre la gauche et les islamistes, mais qui se transforme par la suite en une perche tendue aux autorités qui souhaitent décrédibiliser le M20. "*Personne n'avait prémédité l'alliance entre la gauche et Al Adl. L'appel à manifester était destiné à tous, pas seulement à la gauche, et pas seu-* »

19 février
2M et Médi1TV annoncent que la marche est annulée.

20 février
Des manifestants battent le pavé à travers tout le Maroc. Selon l'Intérieur, ils sont seulement 37 000, mais 238 000 selon les organisateurs. Début de la guerre traditionnelle des chiffres.

21 février
Mohammed VI annonce la création du Conseil économique et social (actuel CESE).

9 mars
Le roi annonce une réforme constitutionnelle et la mise en place d'une commission consultative chargée de cette réforme, présidée par Abdeltif Mennouni.

13 mars
Sit-in devant le siège du PSU à Casablanca, marqué par des interventions musclées de la part des forces de l'ordre.

» *lement aux islamistes*", soutient Khadija Riyadi, ex-présidente de l'AMDH. Le clivage traditionnel entre la gauche d'un côté et les islamistes de l'autre a été détruit : la rue n'appartient à personne, et donc, elle est à tout le monde. C'est à partir de cette première alliance spontanée dans la rue que se sont tenues des réunions entre les organisateurs et Al Adl. "*C'était une conjonction, un rapprochement de circonstances qui a permis à des militants venant d'horizons d'extrême gauche de se joindre aux islamistes d'Al Adl Wal Ihsane*", nuance le politologue spécialisé dans les mouvements islamistes, Youssef Belal. Et d'ajouter : "*Pour l'essentiel, il y a eu, avec quelques ambiguïtés, un accord entre les deux à la conclusion duquel le socle commun est la monarchie parlementaire*". La condition étant, pour les deux camps, de mettre leurs différences de côté, sur les questions des libertés individuelles ou encore de la laïcité, afin de pouvoir marcher main dans la main.

De son côté, Sara Soujar, une des militantes du mouvement, évoque dans un article publié sur mupress.com y avoir appris "*la gestion de la différence*" : "*La leçon qu'on était le plus chanceux d'apprendre au sein du Mouvement est que l'on ne peut pas construire une nation à nous seuls. Il y a d'autres personnes qui ne nous ressemblent pas qui ont aussi cette soif de le changer. On a compris aussi que le changement ne doit pas être concentré en une seule main, mais qu'il doit intégrer toutes les idéologies et catégories sociales*". Pour Youssef Belal, c'est aussi ce rapprochement entre idéologies a priori antagonistes qui a fait la force du mouvement : "*Sur le plan politique, au-delà de la stratégie de chaque acteur, le processus de démocratisation ne peut voir le jour que s'il y a une capacité de l'ensemble des mouvements à se mettre d'accord et à mettre la pression pour qu'il y ait démocratisation*", analyse le politologue. "*C'est dans la capacité des mouvements d'avoir des idéologies opposées et à se mettre d'accord autour des règles du jeu,* "agree to disagree", *que le mouvement a aussi pu trouver sa force.*"

LE CLIVAGE TRADITIONNEL ENTRE LA GAUCHE ET LES ISLAMISTES A ÉTÉ DÉTRUIT : LA RUE N'APPARTIENT À PERSONNE, ET DONC, ELLE EST À TOUT LE MONDE

Mohammed VI, proactif

La réaction du Palais est attendue, scrutée, dans un climat où l'incertitude est palpable. Le 21 février, le roi installe le Conseil économique et social et prononce ces mots : "*Si le Conseil voit le jour aujourd'hui, c'est parce que nous nous sommes constamment refusés à céder à la démagogie et à l'improvisation dans notre action.*" Cette phrase sème le trouble dans les salons et inquiète les manifestants. Le mercredi 9 mars, coup de tonnerre. Un communiqué du protocole royal annonce un discours du roi Mohammed VI, attendu dans la soirée. Un discours de conjoncture, tant cette date ne correspond à aucune occasion nationale ou religieuse. "*On ne le voyait pas venir*", concède un militant. "*On craignait le pire après son discours du 21 février*", se souvient un autre. Les spéculations vont bon train, le doute plane sur le royaume. Le Maroc retient son souffle. Le soir, tous les yeux sont rivés sur les chaînes publiques. Le souverain annonce une réforme constitutionnelle de grande ampleur : consécration de la pluralité de l'identité marocaine, séparation et équilibre des pouvoirs, accélération de la démocratisation, consolidation du rôle des partis politiques ainsi que de l'opposition parlementaire, égalité hommes-femmes, élimination des détentions arbitraires, indépendance de la justice et renforcement des compétences du Conseil constitutionnel. Les partis politiques, entre autres, applaudissent un discours historique, alors que le Mouvement du 20-Février dénonce en revanche une "*constitution octroyée*", appelant à l'élection d'une assemblée constituante. Alors ministre de l'Industrie, Ahmed Reda Chami, exulte : "*Ceux qui n'ont vécu ni l'indépendance ni la Marche verte pourront dire qu'ils étaient là ce 9 mars*". Rien que ça ! Même le secrétaire général du PJD, alors dans l'opposition, Abdelilah Benkirane, s'empresse de dire au micro de l'AFP que "*Sa Majesté a été très fort, il a répondu positivement aux demandes des partis et de la jeunesse*". La récupération est en marche. "*Le PJD est satisfait,* poursuit le futur Chef du gouvernement. *Cette évolution ressemble plus à une révolution et les par-*

20 février
La marche est plus importante en termes de nombre que celle du 20 février. Marquée par la participation de la classe moyenne, elle est une démonstration de force des disciples d'Al Adl. Les organisateurs du M20 à Casablanca appellent à présent à des marches populaires.

24 avril
Marche à Casablanca, qui aurait rassemblé entre 10 000 et 35 000 manifestants. Les participants sont très hétéroclites : membres du gouvernement, partis de gauche, intellectuels et hommes d'affaires. Après la mise en place d'une stratégie d'infiltration des quartiers populaires, les slogans sont à présent plus ciblés et érigent les revendications des habitants de bidonvilles, de vendeurs ambulants et des retraités oubliés.

© AICPRESS

"C'est parce qu'il y a eu le discours du 9 mars que les autorités ont autant réprimé le sit-in du 13 mars" à Casablanca, analyse Khadija Riyadi.

ties concernées sont appelées à travailler sérieusement pour concrétiser le contenu de ce discours." *"Le discours royal du 9 mars 2011 est perçu à la fois comme une reconnaissance du M20 et comme une tentative de lui couper l'herbe sous le pied en présentant une offre de réforme susceptible de séduire"*, analysent Mounia Bennani Chraïbi et Mohamed Jeghally. De leur côté, les leaders du Mouvement ne baissent pas pour autant la garde : *"Les coordinations locales étaient réunies les jours précédents à Bouznika à l'initiative du Forum des Alternatives (FMAS), seule la coordination de Casablanca avait appelé à une marche pour le 13 mars*, raconte Ahmed, militant du M20. *À l'arrivée à Casablanca, nous étions directement interpellés"*. Ce jour-là, les premiers heurts entre manifestants et forces de l'ordre sont enregistrés à Casablanca. La manifestation pacifique est dispersée par la force, une brutalité qui contraste avec le message du souverain. *"C'est parce qu'il y a eu le discours du 9 mars que les autorités ont autant réprimé le sit-in du 13 mars*, analyse Khadija Riyadi. *Comme si, après ce discours, toute revendication n'avait plus lieu d'exister"*. Si l'intervention musclée des autorités visait à intimider et à affaiblir le Mouvement, elle n'a fait que renforcer l'envie chez ses membres de manifester le 20 »

18 juin
Présentation du projet de réforme constitutionnelle.

1er juillet
La réforme constitutionnelle est soumise à un référendum, plébiscité à 98%. Ce vote est également marqué par un taux d'abstention inédit, suite à différents appels à boycott.

25 novembre
Le PJD remporte les élections législatives anticipées de 2011, passant ainsi de principale force d'opposition parlementaire depuis les années 2000 à la majorité gouvernementale.

19 décembre
Al Adl Wal Ihsane annonce son retrait du Mouvement du 20 février, après l'annonce des résultats des législatives. Une officialisation qui ne fait que confirmer la désolidarisation progressive des disciples de Cheikh Yassine depuis le mois de mai.

© AFP

À Rabat, toutes les composantes de la société (partis politiques, ONG, syndicats...) sont invitées à s'exprimer devant les membres de la Commission menée par Abdeltif Mennouni (au premier plan, à gauche) et déposer leurs mémorandums. Sauf Al Adl Wal Ihsane. Le PJD de Abdelilah Benkirane (d.) ne rate pas l'occasion.

» mars pour "*la liberté, la dignité et la justice sociale*". Comme une seule et même personne, la rue a grondé ce jour-là. De Rabat à Tanger, des milliers de manifestants ont répondu à l'appel du Mouvement – la marche la plus suivie à cette date. "*L'âme du 20 février, à mon sens, c'est le 20 mars*, se souvient Abou Ammar. *J'ai senti une effervescence que je n'ai jamais retrouvée dans la préparation des marches suivantes. L'émotion m'a pris à la gorge ce jour-là en particulier. Alors que le slogan* "Smaa3 sawt Chaâb" *ponctuait la marche, je croisais des filles voilées réunies avec d'autres en jupes courtes, des rastas à côté de barbus*". Le rôle d'Al Adl est révélé au grand jour : "*Ce jour-là se dégage l'impression que les militants d'Al Adl ont "montré leurs muscles". Rétrospectivement, des membres du M20 relèvent qu'à l'exception d'ATTAC, les composantes de gauche leur auraient délégué "par paresse" de plus en plus de tâches liées à la logistique à partir de cette date*", analysent Mounia Bennani Chraïbi et Mohamed Jeghally. Au sein du gouvernement, la pression est à son comble. "*On a créé une équipe de crise, avec le volet sécuritaire renforcé. Il y avait des orientations claires du souverain pour qu'il n'y ait pas de débordement, aucune victime. Ce n'était pas évident, car il y avait plus de 140 manifestations par jour dans tout le pays. On avait très peu d'effectifs, et la police n'était pas habituée à cela. Il a fallu recruter, former, expliquer. Ils ont fait un travail remarquable*", nous racontait Nizar Baraka, alors ministre de l'Économie du gouvernement Abbas El Fassi.

Investir les quartiers populaires

"*Le problème du 20-Février c'est que nous scandions dans la rue des slogans qui n'avaient pas d'influence sur le petit commerçant, le chauffeur de taxi et le citoyen lambda. Nous n'avons pas su créer un lien entre les slogans politiques – la fin de la corruption – et les intérêts des gens. Les commerçants disaient de nous "eux ce sont les gens de la politique", ils ne se sentaient pas concernés*", nous expliquait Ahmed Assid à l'occasion du 9e anniversaire du M20. Un constat d'échec que le Mouvement a tenté de rectifier après le 20 mars, en décidant d'investir les quartiers populaires. "*J'étais parmi les jeunes membres à dépasser les places publiques reconnues et légitimes, y compris chez les politiques traditionnels*", raconte Mountassir Sakhi, qui regrette d'avoir investi les quartiers populaires "*avec un discours préfabriqué, qui impose une pensée de manière verticale.*" Pour ce militant, aujourd'hui doctorant en sciences sociales, ça en dit long sur l'incapacité du M20 à "*pénétrer d'une manière assez forte, pas seulement les quartiers populaires, mais aussi convaincre le Marocain non encarté et non affilié ni aux partis politiques, ni aux syndicats, ni aux associations militantes.*" "*Descendre dans les quartiers est une occasion rêvée pour "s'enraciner au sein du peuple" et élargir ses bases populaires afin de mieux préparer les luttes à venir. Un tel choix suscite des tensions internes, notamment après la répression du 22 et du 29 mai* (...)", relèvent Mounia Bennani Chraïbi et Mohamed Jeghally. "*Les variations que connaît le nombre des manifestants sont interprétées tantôt comme "une descente" d'Al Adl tantôt comme "un retrait", avec le même but à chaque fois : démontrer la centralité de l'organisation à ses adversaires au sein du M20*", poursuivent-ils. Pour autant, des anecdotes recueillies par *TelQuel* témoignent de l'accueil favorable réservé aux militants du 20-Février au sein des quartiers populaires lors de manifestations réprimées. "*À Sbata, je me suis caché avec deux autres manifestants dans le jardin d'une maison pour fuir la répression des forces de l'ordre. Les propriétaires des lieux nous ont servi du thé autour duquel nous avons improvisé un débat avec eux et leurs voisins. Convaincus de la justesse de notre combat, ils ont décidé de sortir manifester* »

Le 20 février au fil des Unes de *TelQuel*

Tout au long de l'année 2011, TelQuel a suivi de près le mouvement du 20 février, des premiers appels à la marche jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution. Retour en images.

N° 461, du 19 au 25 février 2011
La révolution... Avec lui
Les Marocains vont bouger, la monarchie aussi. Et s'ils le faisaient ensemble ?

N° 462, du 26 février au 4 mars 2011
Ça ne fait que commencer...
Les Marocains ont "marché" le 20 février. Et ce n'est que le début. TelQuel décrypte comment et pourquoi.

N° 464, du 12 au 18 mars 2011
Il l'a fait !
Le 20 février, les Marocains sont descendus dans la rue. Le 9 mars, Mohammed VI a répondu. Décryptage d'un discours où le roi promet de régner sans gouverner.

N° 465, du 19 au 25 mars 2011
NON !
Le roi ira-t-il jusqu'au bout des réformes annoncées ? Le Maroc risque-t-il de basculer dans la violence ?

N° 466, du 26 mars au 1er avril 2011
Nous y sommes
20 février - 20 mars : en un mois, le peuple a bougé et la jeunesse a remporté une première victoire. La révolution est en marche.

N° 468, du 9 au 15 avril 2011
Ils n'ont rien compris !
Alors qu'ils avaient tout pour oser, les partis politiques ont proposé des réformes timides, superficielles, désordonnées... Pourquoi ?

N° 470, du 23 au 29 avril 2011
"La révolution, c'est moi"
Même s'il continue de concentrer tous les pouvoirs, le roi marque des points et met la pression sur les "autres"...

N° 479, du 25 juin au 1er juillet 2011
Nouvelle Constitution : Plus roi que jamais
Mohammed VI accorde une plus grande marge de manoeuvre au Premier ministre, au parlement... mais il ne cède rien de ses prérogatives.